L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

E. P. WEISSE & Co. Rue de Chartres No 79, Entre Conti et Bienville.

NOUVELLE-ORLEANS, MERCREDI MATIN, 5 DECEMBRE 1860.

G. F. WEISSE, E. DUVERGER, E. DUFOUR, S. HARRY } EDITEURS-PROPRIETAIRES

Nouvelle-Orléans,
MERCREDI MATIN, 5 DECEMBRE.

☞ Pour la feuilleton, voir la seconde page.

☞ On trouvera à la seconde page le BULLETIN COMMERCIAL, le MARCHÉ AUX BESTIAUX et le MOUVEMENT DU PORT.

Nouvelles à Remettre des cet Jours.

Par Emanuel Teagle, à 10 heures et demie, dans la rue Victoria Lorge, No 30—Bonbons, vins rouges, fondue Pierre, glaces, etc.

Par M. Lemonnier, Blache & Co, 69 Chartres—Fournitures chemises, habillements d'hiver, chemisettes etc.

Aussi, à 10 heures—Habillements pour le compte de la ville.

Par P. J. Spear, 74, Chartres—Marchandises sèches, divers, aussi, à 10 heures—Habillements de flanelette, velours, rubans, etc.

Par D. E. Murphy, 42et F. Coti. 33, Carrollton—Cigares de la Havane.

Par E. S. Sykes, 61, Magazine—Boissons.

LA PRESSE DU NORD ET LES COMPROMIS.

L'importance des mouvements désorganisateurs du Sud les embarras financiers qui en sont découlés ont jeté dans les villes commerçantes et manufacturières du Nord, la société manufacturière du Nord, la société d'une grande terreur et a donné à réfléchir aux républicains même et une réaction sérieuse commençait à s'opérer dans plusieurs états. Nous ne parlons pas aux chefs républicains qui parlent aujourd'hui de transactions, l'honneur d'attribuer ce revirement à leur patriotisme et à leur sagesse. C'est gens là n'ont pas excité les passions très amères pour obtir complaisant à des concessions sinistres. Pour la plupart d'entre eux, le préjugé contre l'esclavage n'a été qu'un mouvement qu'ils ont habilement exploité pour arriver au pouvoir. Aujourd hui il ne s'agit plus pour eux que de partager le butin et leur assle-pede-cuisse et de rétablir le plus vite les deux sections pour jouir tranquillement du fruit de leur victoire. Il faut donc nous attendre à les voir faire bon marché de leurs prétendus principes et déclarer prêts à jeter au vent leurs origines typographiques s'ils peuvent par ces concessions apaiser l'indignation du Sud. Cette palinodie aura pour effet de produire une réaction favorable dans les masses aveuglées et elle portera un coup funeste à la propagande abolitionniste.

Si le Sud parvient à en mettre d'accord, il peut profiter avec avantage de cette disposition pour passer un compromis, et obtenir du Nord des garanties satisfaisantes pour sa sûreté et parfaitement compatibles avec son honneur. Un ultimatum présenté au nom de quinze états à cachet ces offre deux alternatives préférables, sans aucun doute, à des séparations isolées qui nous engageraient dans une voie inconnue et à coup sûr pleine d'écueils. S'il est accepté, c'est une réparation de la défaite de six novembre, c'est une victoire pour la cause défendue de nos droits, c'est enfin la mort du parti républicain au lendemain de triomphe. S'il est repoussé, il n'y aura plus alors de temporisation possible, le Sud tout entier, qui comme un seul homme, jettera appel aux Etats libres qui voudront se joindre à lui déclarera brisés les liens qui l'unissaient aux états républicains et il n'aura à craindre ni tentative de coercion, ni conflit. En cas de lutte il aurait choisi son terrain, et n'aurait pour adversaire que les abolitionistes qu'il aurait contenus à sa discrétion.

Existe-t-il quelque chance pour l'adoption de l'ultimatum dont nous parlons, c'est ce qu'il est difficile de prévoir, car le mouvement n'est pas encore venu d'en discuter les bases. Mais nous pouvons déjà nous former une idée des dispositions des républicains à en comprendre par le langage des principaux organes de ce parti. Nous empruntons au *Courrier des Etats-Unis* du 29 novembre le résumé suivant des opinions de quelques journaux New-Yorkiaises. Ces discussions donneront une vive appréhension contre l'attitude du Sud.

Sans vouloir l'enfoncer, la presse républicaine a perdu une bonne part de la hautaine assurance avec laquelle elle envisageait les éventualités de l'avenir, à la veille et au lendemain de l'élection de M. Lincoln. Son ton a notablement baissé; elle raille moins haut le mouvement désunionniste et le prend plus au sérieux. Elle n'ose plus parler d'une transaction des fins de non recevoir aussi superbement absolues qu'elle le faisait naguère. C'est ainsi, par exemple, que le *Tribune* condescend à discuter un plan de compromis que considérait: lo à reculer, dans les Etats de l'Ouest, toutes les lois d'obstruction contre l'extradition des esclaves fugitifs; 2o à rendre au statu-quo l'ancien compromis de Missouri et à rétablir par consentement la parallèle du 36o 30, de latitude comme limite de l'esclavage. Une promesse de ces propositions ne trouve même pas la *Tribune* absolument intraitable, et si elle rejette la seconde ce n'est pas plus que dans les termes impératifs qu'il est familiers.

De leur côté, le *Times* et le *Commercial Advertiser* se montrent aussi favorables au nouveau système tendant à harmoniser les opinions les plus opposées et ouvrent toutefois qui, apparemment mis entre les mains de la justice les moyens de faire rentrer dans le devoir, par quelques châtiments sévères, les fauteurs de désordre.

Tous espèrent qu'ils sont, ces indices montrent que le Sud n'aurait pas autant de pouvoir qu'on se le figure peut-être, à détourner de légitimes garanties, s'il se trouvait seulement quelques partisans bonnes dans le Nord pour prendre l'initiative des négociations. Il devient du reste plus manifeste d'heure en heure, que l'obtention de ces garanties est, même pour le Sud, le seul moyen de conserver la plus moderée, la condition *sine qua non* de la maintien de l'Union. Croire que ce qu'on appelle le manifeste conservateur au Sud va jusqu'à accepter purement et simplement l'arrêt prononcé du républicanisme au pouvoir, c'est mal connaître une dangereuse erreur. Le *Times* lui-même le constate dans un article où il analyse les discours signalés comme les plus empreints de modération et d'assujettissement à l'Union parmi ceux qui ont été prononcés dans la Caroline du Nord et la Georgie. De cette analyse, notre confrère fait ressortir que les voix ainsi révélées ne parlent que de sacrifices, que les premières n'y réclament certaines satisfactions que pour les Etats à esclaves. *Le Journal of Commerce* semble également se rabattre, et arrive à la même conclusion: qu'il ne faut pas se faire d'illusion sous ce rapport, et qu'il faut laisser aller *les états qui*, pour assurer une solution opportune de la crise.

Le *Herald* est peut-être celui qui a le mieux compris cette manière de voir, exprimée "ce que fera le Congrès, et décidera qu'il y aurait folie à compter sur les moyens ordinaires pour réformer les éléments désorganisateurs. Suivant lui, il faut " reconstruire les bases mêmes sur lesquelles repose la Constitution". C'est à notre tour à nous que de nouveaux efforts, nouveaux sacrifices nous seront demandés avec une insistance croissante.

Il est inconcevable qu'à défaut d'homme prédestiné, pour dominer la situation, c'est dans la Caroline que réside la chance la plus favorable d'une rapprochement. Malheureusement nous n'avons guère été habitués à de tels démentis, et voir le capitole devenir un centre de conciliation.

Il n'y a encore dans ces dernières nouvelles aucun projet de compromis qui ait été bien tranché ni de bien positif. Mais c'est un premier pas qui indique qu'on pourra obtenir beaucoup plus. Beaucoup de citoyens du Sud sont opposés aux compromis parce que l'expérience du passé leur en a appris l'insuffisité. C'est peut-être une question de forme. Si on leur donne simple loi révocable par une majorité républicaine, les droits du Sud étaient garantis par un amendement à la Constitution conçu en termes clairs et qui réglât à toujours la condition des esclaves fugitifs, la question serait tranchée et de l'admission des nouveaux Etats, l'agitation esclavagiste serait exclue forcément du Congrès, et tomberait d'elle-même dans les Etats libres.

Si le Sud se décidait à adopter ce mode d'un amendement à la Constitution, nous croyons qu'on pourrait former la main aux républicains pour soumettre l'amendement au vote de ces mêmes républicains dans tous les Etats. Il est évident que dans le 37e Congrès qui commence le 4 mars 1861, il y a une majorité anti-républicaine. Cette majorité ne suffit pas pour proposer des amendements à la Constitution, puisqu'il faut les deux tiers; mais elle suffit pour rendre l'administration de Lincoln impossible, si le Sénat refusait de sanctionner les nominations et la Chambre de voter le budget. Elle pourrait même, par ce refus, obliger les républicains des deux Chambres à accéder à la proposition d'amendement sous peine la conditions que la ratification en serait faite, non par les Législatures mais par des conventions d'élus.

Par ce moyen, la question en litige serait soumise individuellement au peuple du Nord sans intermédiaire, et nous avons la confiance que le vote émanerait en tout autre résultat que celui de l'élection du six novembre, car il ne faut pas oublier que Lincoln n'a contre lui une majorité de près d'un million de votes populaires, et qu'un bon tiers des gens du Nord qui lui ont donné leurs voix ratifieraient avec empressement leur vote s'ils le pouvaient. Le vote sur l'amendement équivaudrait à un vote sur la dissolution de l'Union, et le résultat réconcilierait pour longtemps les deux sections du pays en les séparant par tout jamais. Nous connaissons cette suggestion avec beaucoup plaisir; car dans le vote fait contre ici en Louisiane.

THEATRE D'ORLEANS.—*Le Cirque de Rivers*—Les deux premières représentations de la troupe Rivers au théâtre d'Orléans y ont attiré beaucoup de monde. Cette affluence de spectateurs est justifiée par les tours vraiment admirables des frères Hanlon, de Devereux et de Charles, et les exercices équestres de Mlle Ella Boyers, la gracieuse écuyère.

Cette compagnie d'acrobates et d'écuyers donnera ce soir probablement lundi prochain pour la dernière fois de son séjour dans la Nouvelle-Orléans. Elle se rendra à Mobile, où elle restera quelque temps, et de là elle ira à Memphis, Nashville, Louisville, Cincinnati, Chicago, Saint-Louis, Cincinnati, Pittsburg, Philadelphie, Baltimore, Washington, Richmond, Norfolk, Charleston, Savannah, Augusta, Macon, Columbus, Montgomery, Atlanta, Nashville, Memphis, Vicksburg, Natchez, Jackson, Mobile, Pensacola, Tallahassee, Savannah, Charleston, Wilmington, Richmond, Washington, Baltimore, Philadelphie, New-York, Boston, Providence, Hartford, New-Haven, Springfield, Albany, Troy, Buffalo, Rochester, Syracuse, Utica, Albany, Troy, Buffalo, Rochester, Syracuse, Utica, Albany, Troy, Buffalo, Rochester, Syracuse, Utica